



SIPPEREC  
ÉNERGIES ET COMMUNICATIONS

La force de l'action publique  
en Ile-de-France

**Consultation publique ARCEP**  
**Projets de décisions relatifs à l'analyse des marchés**  
**du haut et du très haut débit fixe**  
(26 mars 2014)

1. « Projet de décision portant sur la définition du **marché pertinent de gros des offres d'accès aux infrastructures physiques** constitutives de la boucle locale filaire, sur la désignation d'un opérateur exerçant une influence significative sur ce marché et sur les obligations imposées à cet opérateur sur ce marché » (Marché 4)
2. « Projet de décision portant sur la définition du **marché de gros pertinent des offres d'accès haut débit et très haut débit activées** livrées au niveau infranational, sur la désignation d'un opérateur exerçant une influence significative sur ce marché et sur les obligations imposées à cet opérateur sur ce marché » (Marché 5)
3. « Projet de décision portant sur la définition des **marchés pertinents de gros des services de capacité**, sur la désignation d'opérateurs exerçant une influence significative sur ces marchés et sur les obligations imposées à ce titre » (Marché 6)

L'ARCEP met en consultation publique les décisions issues de son cycle d'analyse des marchés pertinents 4, 5 et 6, parallèlement à leur notification à la Commission européenne, à l'Organe des régulateurs européens des communications électroniques (« ORECE ») et aux autorités réglementaires nationales, dont l'Autorité de la Concurrence.

Le Sipperec remercie l'ARCEP de lui donner la possibilité d'apporter sa contribution à la phase finale de ce cycle de consultations, avant la publication des décisions par l'Autorité.

**Marché 4 - Décision portant sur la définition du marché pertinent de gros des offres d'accès aux infrastructures physiques constitutives de la boucle locale filaire, sur la désignation d'un opérateur exerçant une influence significative sur ce marché et sur les obligations imposées à cet opérateur sur ce marché »**

L'ARCEP, à l'issue de son analyse finale du marché 4, établit une « *Décision du marché pertinent de gros des offres d'accès aux infrastructures physiques constitutives de la boucle locale filaire* » en 42 points. Le Sipperec rend compte ici de sa position sur les points en lien avec son périmètre d'intervention.

**I. Sur le rappel des éléments préalables à la décision sur le marché 4 :**

- ✓ **Sur l'obligation, pour Orange, de faire droit aux demandes raisonnables d'accès à ses infrastructures physiques constitutives de la boucle locale filaire**

S'agissant de l'accès aux infrastructures physiques de la boucle locale, le Sipperec prend note du fait que, dans le cadre des infrastructures souterraines, l'ARCEP adopte le principe selon lequel le déploiement d'une boucle locale optique avec terminaison coaxiale en amont d'un point de mutualisation fait l'objet d'une ingénierie de type « 1+1 ». Il s'agit, pour l'opérateur de réseaux câblés, comme pour l'opérateur FTTH, de réserver un espace disponible dans les infrastructures d'Orange permettant à un autre opérateur de déployer un câble de fibre optique de même capacité.

L'ARCEP retient donc le fait que les fibres surnuméraires destinées à un raccordement non mutualisé, dès lors qu'elles font partie intégrante d'un câble déployé pour raccorder un point de mutualisation, sont soumises aux mêmes règles d'ingénierie que celles qui sont applicables au déploiement d'un réseau FttH (règle du « 1+1 »).

En revanche, les réseaux câblés, considérés par l'ARCEP comme des infrastructures non mutualisables physiquement de bout en bout, sont toujours interdits d'une utilisation des infrastructures de fourreaux de la boucle locale en aval du point de mutualisation, la priorité étant donnée par l'ARCEP aux réseaux optiques mutualisables de bout en bout.

Par ailleurs, en zone très dense, l'ARCEP demande à Orange de faire évoluer son ingénierie et désormais d'appliquer, sur ce périmètre spécifiquement, une règle plus contraignante, à savoir la règle du « 1+1 » pour le déploiement des réseaux FttH mutualisés et non plus comme jusqu'à présent du « 1+0 ». Il s'agit, selon l'ARCEP, de préserver la possibilité pour chaque opérateur de raccorder l'ensemble des points de mutualisation. L'ARCEP constate en effet qu'en zones très denses, *« un même segment de génie civil peut faire l'objet de déploiements en parallèle, visant à raccorder, d'une part, des clients finals depuis un point de mutualisation, d'autre part, des points de mutualisation depuis les NRO »*.

La règle du « 1+0 » serait alors conservée en aval des points de mutualisation FttH, pour les seules zones moins denses.

Cette disposition renchérit le coût d'accès aux infrastructures d'Orange, notamment dans l'hypothèse où les charges d'accès à ces infrastructures seraient amenées à augmenter dans les années qui viennent.

✓ **Sur l'efficacité de la réglementation symétrique en Zone Très Dense et les obligations imposées à Orange dans ces zones.**

L'ARCEP maintient sa position selon laquelle les dispositions en vigueur dans le cadre réglementaire symétrique fonctionnent et, qu'en conséquence, elle ne souhaite pas *« imposer spécifiquement à Orange, au titre de sa puissance sur le marché de gros des offres d'accès aux infrastructures physiques constitutives de la boucle locale filaire, de faire droit aux demandes d'accès dégroupé à la boucle locale optique. »*

L'ARCEP a pourtant elle-même pris acte du fait que les déploiements des opérateurs en quartiers de basse densité de la Zone Très Dense n'étaient pas satisfaisants, en décidant de faire passer le périmètre de la Zone Très Dense de 148 communes à seulement 106 communes (décision modificatrice de décembre 2013).

Le Sipperec constate que les opérateurs n'ont pas démontré, à ce jour, leur volonté de financer, sur fonds propres, leurs déploiements FTTH en Quartiers de Basse Densité et en assurer la complétude dans des délais raisonnables.

✓ **Sur l'état des lieux des déploiements des boucles locales optiques**

L'ARCEP poursuit son constat sur les déploiements des opérateurs privés qui, selon elle, *« se sont concentrés jusqu'à mi-2011 principalement dans les zones très denses et commencent depuis 2011 à s'étendre en dehors de ces zones »*. Elle fait le bilan selon lequel, au 30 juin 2013, les déploiements d'Orange concernaient 99 des 148 communes des zones très denses et 74 communes des zones moins denses. Les déploiements pris en compte par l'ARCEP sont constitués par, à minima, l'existence d' *« au moins un point de mutualisation mis à disposition des opérateurs tiers »*. Les déploiements de SFR concernaient 57 communes des zones très denses et quelques communes des zones moins denses. Les déploiements de Free porteraient quant à eux sur 31 communes des zones très denses et une dizaine de communes des zones moins denses. Or, un point de

mutualisation mis à disposition ne signifie pas pour autant que les logements en aval du PM sont rendus «raccordables ».

L'ARCEP cite en outre le nombre de communes concernées par des déploiements de RIP FTTH . Elle en recense 48 en zones très denses et 281 communes en zones moins denses. Elle fait référence notamment à « Sequalum dans les Hauts-de-Seine, Axione à Pau, le SIEA dans l'Ain ou encore SFR collectivités dans la Manche ». L'ARCEP pourrait citer également des RIP FTTH opérationnels depuis plusieurs années, comme le RIP OPALYS (36 000 prises FTTH en périphérie de Paris avec SFR Collectivités) et le RIP FTTH d'Europ'Essonne en cours de déploiement par l'opérateur Tutor E2.

Le Sipperec remercie enfin l'ARCEP de prendre acte des déploiements des réseaux câblés en France. L'Autorité indique : *« Toutefois, les opérateurs ayant le nombre le plus élevé de logements éligibles aux offres très haut débit sont ceux utilisant le réseau en fibre optique avec terminaison en câble coaxial de Numericable, c'est-à-dire Numericable lui-même et Bouygues Telecom, qui a accès à l'intégralité des 8,5 millions de lignes de ce réseau via une offre de bitstream. On note enfin que Bouygues Telecom participe également au cofinancement des réseaux FttH et raccorde des points de mutualisation en zones très denses, en particulier en utilisant des offres de partage de réseaux horizontaux (arbres PON) de SFR et d'Orange. »*

Par ailleurs, l'ARCEP relaye l'analyse de Numéricâble qui met en avant le fait que l'empreinte de son réseau dépasse pour l'instant largement celle des déploiements FttH dans la mesure où :

- *« d'une part, son réseau dessert à la fois des immeubles de plus de 12 logements (environ 55 % des foyers desservis) et de moins de 12 logements (environ 45 % des foyers desservis) tandis que les réseaux FttH se limitent à ce stade largement aux immeubles de plus de 12 logements ;*
- *d'autre part, la couverture géographique des deux réseaux est différente. »*

Le SIPPAREC tient à souligner que nombre de ces déploiements ont été réalisés sur son territoire dans le cadre des contrats de concession, dont il est l'autorité délégante et qui desservent 42 villes de la petite couronne (520.000 prises), constituant ainsi un important patrimoine public.

## **II. Sur la décision proprement dite relative au marché de gros des offres d'accès aux infrastructures physiques constitutives de la boucle locale filaire**

### **✓ Elément de la décision relatif à la définition du marché pertinent (Article 1) :**

Pour l'ARCEP, ce marché comprend , notamment, *« les offres d'accès aux infrastructures de génie civil souterraines et aériennes des opérateurs et des collectivités territoriales mobilisables pour le déploiement de boucles locales optiques, ainsi que les offres passives de mise à disposition de fibre optique des opérateurs et des collectivités territoriales, dès lors qu'elles se situent sur le périmètre de la boucle locale filaire »*. L'analyse à laquelle elle a procédé conduit l'Autorité à considérer que la société Orange exerce une influence significative sur ce marché de gros.

✓ **Sur les obligations qui s'imposent à Orange de faire droit aux demandes raisonnables d'accès aux infrastructures de génie civil constitutives de la boucle locale filaire (Article 10)**

La Décision de l'ARCEP sur le marché 4 prévoit que « *dans les zones où Orange est propriétaire ou gestionnaire des infrastructures de génie civil mobilisables pour le déploiement de boucles locales optiques* », il doit faire « *droit à toute demande raisonnable d'accès à ces infrastructures de génie civil ou à des ressources et services qui y sont associés.* » Le Sipperec note que, dans ce cadre, Orange est tenu de proposer des prestations d'accès aux infrastructures de génie civil souterraines et aériennes mobilisables pour le déploiement de boucles locales optiques qui comprennent notamment « *les fourreaux, les chambres et les appuis aériens, permettant de fournir, outre des accès généralistes et spécifiques entreprises, des éléments de réseau et « du mobilier urbain connecté »* ».

L'ARCEP constate en effet qu' « *il apparaît essentiel que l'accès aux infrastructures de génie civil ne limite pas artificiellement les capacités d'innovation des opérateurs fondées sur l'utilisation des boucles locales optiques pour de nouveaux usages. Ainsi, la demande des opérateurs d'utiliser des prestations de l'offre de gros d'accès au génie civil d'Orange pour le déploiement de boucles locales optiques supports de nouveaux usages (par exemple : gestion de services de location en libre-service de véhicules, déploiement de réseaux de capteurs numériques, etc) semble en première analyse constituer une demande raisonnable d'accès.* »

Le Sipperec se réjouit de voir ici confirmée l'introduction de la possibilité d'utiliser les fourreaux sur la boucle locale dans le cadre des applications liées à la « ville intelligente ».

En effet, les activités de télérelève, exercées au travers de réseaux de capteurs destinés aussi bien à l'optimisation énergétique de l'éclairage public et de l'éclairage événementiel, qu' à la gestion de bornes de recharge électrique sur la voie publique, à la régulation et au contrôle de réseaux d'eau ou de déchets, à la gestion de la voirie routière et à celle de places de parking, au contrôle de sources de chaleur (sous-stations de géothermie ou photovoltaïque), à l'exploitation de réseaux de vidéoprotection, peuvent, chacune, mobiliser une capillarité fibre optique, sans forcément que la localisation du capteur soit attachée à une adresse particulière de bâtiments. Ces sites, hébergeant des capteurs ou actionneurs, sont en effet installés dans les endroits les plus divers : candélabres, armoires électriques, bennes, en haut de mâts, sous la voirie...

La mise en oeuvre de capteurs intelligents, capables de renvoyer des informations en temps réel vers une plateforme d'exploitation, doit pouvoir se développer largement, dans tous ces domaines, et contribuer ainsi à une gestion optimisée des territoires. L'accès aux fourreaux d'Orange sur la boucle locale pour des réseaux fibre optique de télérelève, déployés conjointement à des réseaux FTTH ou FTTO, ou bien de manière indépendante, constitue l'une des conditions de leur viabilité économique.

La décision de l'ARCEP d'inclure « le mobilier urbain » dans ce marché de gros rencontre donc directement les préoccupations du Sipperec, telles qu'il les avait

formulées dans ses réponses aux précédentes consultations de l'Autorité relatives au cycle d'analyse des marchés pertinents.

✓ **Sur les obligations de transparence et de publication d'informations concernant l'accès (Article 23)**

Selon la décision de l'ARCEP, Orange est tenu de publier « *une offre technique et tarifaire d'accès aux infrastructures de génie civil mobilisables pour le déploiement de boucles locales optiques permettant de fournir des accès généralistes et spécifiques entreprises, ainsi que de raccorder des sous-répartiteurs, des éléments de réseau et du mobilier urbain connecté* ».

Par ailleurs, Orange doit transmettre à l'Autorité toute nouvelle version de ses offres techniques et tarifaires d'accès *a minima* quinze jours avant sa date de publication. **(Article 29).** Le Sipperec considère qu'un délai de 15 jours avant la publication de la nouvelle version de l'offre tarifaire et technique d'Orange n'est pas suffisant dans la mesure où, compte tenu de l'enjeu que représente l'accès à ces infrastructures, toute modification de cette offre devrait faire l'objet d'une large concertation préalable avec les acteurs dont les collectivités territoriales. Un délai de 15 jours ne laisse pas le temps à l'ARCEP d'organiser cet échange. Deux mois seraient plus adaptés.

✓ **« Sur les obligations de contrôle tarifaire » (article 34):**

Orange est tenu d'offrir les prestations relatives à l'offre de gros d'accès aux infrastructures de génie civil mobilisables pour le déploiement de boucles locales optiques, ainsi que les ressources et services associés, « *à des tarifs reflétant les coûts correspondants* ». L'ARCEP précise que les modalités de mise en oeuvre de cette obligation figurent dans sa décision n° 2010-1211 en date du 9 novembre 2010 et que cette décision pourra être modifiée en tant que de besoin.

Les tarifs au volume sur la zone non mutualisée (en amont du PM) sont aujourd'hui de 0,027 €/m/mois pour la partie transport et de 0,041€/m/mois pour la partie distribution. Sur la zone mutualisée (PM-PBO), le tarif à l'accès est de 0,197 €/accès mutualisable/mois.

Or, on constate que l'ARCEP anticipe déjà une augmentation significative de ces tarifs d'accès en indiquant au GRACO du 13 mars 2014 : « *La méthode de comptabilisation des coûts prévue par la décision 2010-1211 conduit à minorer les coûts affectés à la fibre dans les premières années des déploiements* ». Elle précise « *Au fur et à mesure que la transition entre le cuivre et la fibre s'opère, le coût par accès fibre payé via les tarifs d'accès au génie civil se réaligne sur le coût moyen par accès* ». Ainsi, à terme, l'ARCEP considère que « *l'intégralité des coûts en génie civil de boucle locale et appuis aériens seront portés par les accès fibre, ce qui conduira à un coût moyen en génie civil et appuis aériens par accès fibre comparable à celui actuellement supporté par les accès cuivre (soit **quelques euros par accès par mois**)* ». On peut supposer que « *quelques euros* » par mois recouvriront en tout état de cause, un montant supérieur à 2€ par accès, alors même que ces infrastructures de génie civil auront été largement amorties par Orange.

En conséquence, le Sipperec, compte tenu des enjeux que recouvrent ces dispositions pour les RIP FTTH, demande que les collectivités soient directement associées à toute décision de modification tarifaire dans ce domaine et souhaite être partie prenante de la définition précise de la structure d'évaluation des coûts fondant ces changements éventuels.

✓ **Sur l'anticipation de la fermeture d'un NRA (article 9) :**

L'ARCEP prévoit que *« Orange ne peut fermer un NRA ou un sous-répartiteur qu'à compter du moment où au moins une boucle locale optique mutualisée a été intégralement déployée sur la partie horizontale pour couvrir l'ensemble de la zone arrière du NRA ou du sous-répartiteur concerné, en permettant de desservir l'ensemble des utilisateurs et des sites qui pouvaient être atteints par la boucle locale de cuivre »*. En outre, *« En l'absence d'un accord conclu entre Orange et les opérateurs utilisateurs de l'offre de gros d'accès dégroupé à la boucle locale de cuivre et à la sous-boucle de cuivre concernant un processus approprié de migration, la fermeture d'un NRA ou d'un sous-répartiteur par Orange fait l'objet d'un préavis de cinq ans. »* L'ARCEP précise que *« Ce délai peut être ajusté par Orange en accord avec l'Autorité, après concertation avec les opérateurs concernés, au regard notamment de la disponibilité pour ces opérateurs d'offres de gros d'accès, dans des conditions techniques et économiques raisonnables, aux boucles locales optiques déployées. »*

Le Sipperec attire l'attention de l'Autorité sur le fait que l'ingénierie des réseaux FTTH mutualisés n'obéit pas forcément à la même architecture que celle de la boucle cuivre des NRA d'Orange. Les déploiements FTTH en aérien ERDF ou bien des facilités de génie civil accordées par les fourreaux de collectivités locales, conduisent à s'abstraire de la boucle cuivre.

Aussi, fonder les modalités de migration de la boucle cuivre vers la boucle optique en fonction des zones arrières de NRA ou SR ne paraît pas probant. On sait en outre que l'emprise des Zones Arrières de NRA ne tient pas compte du périmètre communal et peut se trouver répartie sur plusieurs communes, là où le pavage FTTH se fait dans un souci de complétude, commune par commune.

Ainsi le Sipperec souhaite que l'ARCEP puisse revoir les critères de fermeture de NRA en fonction de la réalité des déploiements FTTH .

**Marché 5 - « Projet de décision portant sur la définition du marché de gros pertinent des offres d'accès haut débit et très haut débit activées livrées au niveau infranational, sur la désignation d'un opérateur exerçant une influence significative sur ce marché et sur les obligations imposées à cet opérateur sur ce marché »**

**I. Sur les éléments de l'état des lieux recensés par l'ARCEP**

L'Autorité note le fait que « *plusieurs opérateurs (ou opérateurs d'immeuble) ayant déployé des lignes à très haut débit en fibre optique jusqu'à l'abonné proposent, en plus d'une offre d'accès passive au point de mutualisation, des offres activées à très haut débit* ». Il s'agit principalement d'opérateurs de réseaux d'initiative publique. Comme exemple à l'appui, l'ARCEP cite les réseaux de SPTHD (à Pau dans les Pyrénées-Atlantiques), du SIEA (dans l'Ain) et de Go Telecom (à Gonfreville-l'Orcher en Seine-Maritime) qui sont, chacun en FTTH activé. Le Sipperec souhaite rappeler le fait que d'autres RIP FTTH proposent ce même type de dispositif et qui ont été déployés à l'initiative du Syndicat depuis 2007. Il s'agit, notamment, du réseau Opalys qui outre des offres de co-investissement fibre noire auxquels l'ensemble des FAI nationaux a souscrit, propose des services FTTH activés. De la même manière, le réseau FTTH et FTTO « Tutor Europ'Essonne » met à disposition des opérateurs des offres activées auxquelles souscrivent des opérateurs tels que Cityplay, ComCable, Kiwi, Ozone et Wibox ...

L'adoption des services activés FTTH des RIP, par des opérateurs de premier rang, vient en outre renforcer cette dynamique : Numéricable est aujourd'hui client des services activés en RFoG du RIP du SIEA de l'Ain et a annoncé son intention de développer son offre sur les RIP FTTH. De la même manière, Canal+, aujourd'hui distribué sur les RIP FTTH activés, prévoit une évolution significative de son parc de lignes FTTH. L'intégration d'une box optique permet en effet à cet opérateur de s'abstraire de l'obligation d'être distribué par des FAI tiers.

On aurait aimé, dans ce cadre, que l'ARCEP procède à une analyse détaillée du fondement de ces services activés sur réseau fibre à l'abonné et de leur justification sur le marché de gros plutôt qu'elle ne les considère que comme de faibles substituts aux offres de co-investissements sur lignes passives. D'autant plus que l'Autorité reconnaît que si « *les opérateurs tiers qui accèdent sous forme passive aux points de mutualisation installés par les opérateurs d'immeuble sont susceptibles de proposer eux-mêmes des offres de gros d'accès à très haut débit en fibre optique alternatives à celles des opérateurs d'immeuble* », en fait, « *ce n'est pas encore le cas à ce stade* ».

En outre, le Sipperec remercie l'Autorité de tenir également compte des offres de gros d'accès activées à très haut débit des réseaux câblés « *fondées sur la partie modernisée du réseau de Numericable à terminaison en câble coaxial* » qui représentent aujourd'hui un parc de plusieurs centaines de milliers de lignes sur le territoire du Sipperec (réseaux câblés des Hauts-de-Seine, du Val de Marne et de la Seine Saint-Denis, notamment). Il s'agit, selon l'Autorité, d'une offre commerciale, « *conçue de manière spécifique pour Bouygues Telecom.* » Toutefois, selon



*l'ARCEP, « Numericable, assure que malgré la complexité de mise en oeuvre d'une telle offre, il n'existe aucun obstacle technique majeur à ce qu'elle soit reproduite. La seule limitation à l'accueil d'autres opérateurs par Numericable résulte des ressources en fréquences nécessaires pour diffuser en broadcast des chaînes de télévision spécifiques aux offres d'éventuels nouveaux opérateurs, en sus des chaînes déjà diffusées par Numericable ou ses opérateurs clients actuels. »*

Compte tenu de ces éléments, on s'explique mal le fait que l'ARCEP évoque *« une plus faible intensité concurrentielle observée (...) sur les boucles locales en fibre optique où sont proposées des offres d'accès très haut débit activées »*. La présence d'opérateurs usagers sur liens FTTH passifs d'un côté (co-investissements Free, Orange, SFR sur Opalys) et sur liens activés d'autre part (SFR pour Opalys et opérateurs de proximité, tels que Comcâble, Cityplay, Kiwi, Ozone et Wibox, pour Tutor Europ'Essonne, et enfin, Bouygues Telecom sur les réseaux câblés modernisés), montrent, à l'inverse, que l'intensité concurrentielle est bien davantage présente sur les RIP FTTH activés que sur les réseaux FTTH strictement fibre noire. Ces derniers ne génèrent en effet aucune offre de gros pour des opérateurs nouveaux entrants et se limitent à préserver leur situation oligopolistique au travers de la barrière à l'entrée que constitue la concurrence par les seules infrastructures...

L'Autorité, à l'issue de son analyse définitive du marché, confirme sa décision de *« désigner la société Orange comme opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de gros des offres d'accès haut débit et très haut débit activées généralistes livrées au niveau infranational »* et, de ce fait, *« qu'il paraît nécessaire et proportionné d'imposer à Orange »* une série d'obligations.

## **II. Sur les obligations imposées à Orange au titre de son influence significative sur le marché**

### **✓ Sur l'obligation, pour Orange, de faire droit aux demandes raisonnables d'accès activés s'appuyant sur les infrastructures physiques de la boucle locale en fibre optique**

L'Autorité confirme ici ses analyses précédentes à savoir que, sur les zones très denses, *« plusieurs opérateurs déploient effectivement des réseaux horizontaux en concurrence par les infrastructures pour raccorder les points de mutualisation proches des immeubles voire situés en pied d'immeuble »*. Selon l'ARCEP, les récentes évolutions du marché ne remettent donc pas en cause son analyse de 2011. Ainsi, l'ARCEP conclut : *« Le cadre réglementaire relatif à l'accès aux infrastructures de génie civil, combiné au cadre relatif à l'accès à la partie terminale des réseaux en fibre optique jusqu'à l'abonné, contribue au déploiement d'infrastructures de boucle locale optique concurrentes par les différents opérateurs et donc à l'émergence d'offres innovantes et différenciées sur le segment très haut débit des marchés de gros et de détail considérés »*. Compte tenu de cette situation, il n'est pas nécessaire selon l'ARCEP d'imposer à Orange une offre de gros activée sur les infrastructures de la boucle optique.

Or, on cherche encore les *« offres innovantes et différenciées »* des opérateurs nationaux sur les marchés de gros et de détail en zones très denses dont parle

l'Autorité. En fait, on ne rencontre pas d'autres services de la part des opérateurs en place que la reproduction des offres triple play déjà distribuées sur le DSL. Dans ces conditions, peut-on réellement parler de dynamique concurrentielle et d'effets sur l'innovation de la concurrence par les infrastructures? Rien n'est moins sûr.

Le Sipperec attend pour sa part que les Quartiers de Basse Densité des communes de la zone très dense (même si leur périmètre a diminué du fait des récentes décisions de l'Autorité), fassent l'objet, à minima, d'une présence d'opérateurs en services très haut débit. Or la concurrence par les seules infrastructures passives, depuis plus de 4 ans maintenant, n'a toujours pas conduit à une couverture FTTH de ces zones. Dans ces conditions, et compte tenu du constat actuel, le Sipperec maintient sa demande d'une possibilité de mutualisation sur la couche active des lignes FTTH pour l'ensemble des opérateurs.

Pour les communes en zones moins denses, l'Autorité ne modifie pas non plus sa position : elle considère qu'il n'y a pas lieu d'envisager des obligations spécifiques sur la fourniture d'offres d'accès à très haut débit activées.

D'autant plus que :

- sur les zones câblées, l'offre de Bouygues Telecom est accessible sur 97 % des logements éligibles au très haut débit grâce au service de gros activé de Numéricâble, dont ce dernier indique qu'il pourrait être utilisé par d'autres opérateurs,
- sur les zones à intentions d'investissements des opérateurs privés, seules 94 000 lignes FTTH ont été déployées, dont 45 000 par Orange au 30 juin 2013 et, selon l'ARCEP, il est peu probable que des déploiements massifs aient lieu d'ici 2018. Aussi, pour l'Autorité, aucune obligation supplémentaire ne doit être imposée à Orange.
- Dans les zones d'initiative publique, les offres spontanées des opérateurs de RIP en services de gros activés dispensent, selon l'Autorité, de toute obligation envers Orange sur ce même type d'offres de gros.

Ainsi, l'Autorité maintient sa position antérieure : il n'est pas nécessaire d'imposer à Orange des obligations asymétriques particulières en matière de bitstream optique. Les obligations de l'ARCEP en direction d'Orange portent donc essentiellement sur les services de gros haut débit et très haut débit sur la boucle cuivre :

- obligations de transparence ;
- obligations de non-discrimination ;
- obligations relatives à la séparation comptable ;
- obligations relatives à l'accès à des ressources spécifiques et à leur utilisation ;
- contrôle des prix et obligations relatives au système de comptabilisation des coûts.

De son côté, le Sipperec réaffirme sa position : si les offres de services activés sont bénéfiques pour la concurrence dans le cadre des initiatives publiques, comme le constate l'ARCEP, pourquoi ne le seraient-elles pas aussi, là où n'existe encore aucune concurrence, comme dans les Quartiers de Basse Densité et dans la majeure partie des communes en Zone Moins Dense ?

**Marché 6 - « Projet de décision portant sur la définition des marchés pertinents de gros des services de capacité, sur la désignation d'opérateurs exerçant une influence significative sur ces marchés et sur les obligations imposées à ce titre »**

**Question 1 : les acteurs sont invités à formuler des observations sur l'analyse des marchés de gros des services de capacité du segment terminal : délimitation du marché, pertinence pour une régulation *ex ante*, influence significative exercée par Orange et remèdes.**

L'ARCEP, au terme de son analyse, confirme sa position selon laquelle « *le marché de gros des services de capacité du segment terminal doit être déclaré pertinent au titre de la régulation sectorielle des communications électroniques.* » Elle retient, dans ce cadre, une délimitation géographique du marché qui recouvre la totalité du territoire français et désigne « *la société Orange comme opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de gros des services de capacité du segment terminal* » .

Le Sipperec partage cette analyse.

Le Syndicat relève le fait que, selon l'ARCEP, on assiste à une forte progression du nombre total d'accès fibre optique sur le marché de gros dédiés aux clients non résidentiels, essentiellement les entreprises et les établissements publics. Ce volume est passé de 16 000 accès dédiés (BLOD – Boucles Locales Optiques Dédiées) à environ « *56 000 accès entre fin 2008 et fin juin 2013* ». La part des accès sur fibre optique construits sur infrastructures Orange et celle construite sur infrastructures tierces semble en revanche avoir peu évoluer : elle était de 57% des accès en 2011, elle est aujourd'hui de 54% de ces mêmes accès. La progression de la concurrence sur ce marché est donc mineure et confirme les barrières à l'entrée déjà identifiées.

Outre Orange, présent sur le marché de gros des services de capacité du segment terminal, notamment au titre de ses offres de gros activées sur fibre optique :

- Collect Ethernet Optique Opérateur (CE2O) sur collecte ATM,
- C2E et CELAN optique sur collecte Ethernet ;

l'ARCEP retient :

- Les opérateurs alternatifs mixtes actifs sur le marché de gros des services de capacité du segment terminal que sont SFR et Numericable-Completel : L'Autorité indique que ces opérateurs détiennent « *un réseau de cœur et de collecte maillé en fibre optique couvrant les grandes agglomérations métropolitaines* » à partir duquel ils ont fait évoluer leur offre grand public vers une offre entreprises. Il est nécessaire de rappeler ici, que sur le territoire du Sipperec :
  - d'une part les réseaux câblés exploités par Numéricâble s'inscrivent largement dans le cadre de délégations de service public sur un volume de plus de 520 000 prises câblées,

- d'autre part les réseaux SFR en direction des entreprises s'appuient pour partie sur les Réseaux d'Initiative Publique du Sipperec, dont SFR Collectivités est partie prenante, c'est le cas d'Irisé, ou dont SFR Business Team est client. C'est le cas du RIP Sequantic, pour lequel la branche Entreprises de SFR est l'un des principaux clients.
- Les opérateurs spécialisés actifs sur le marché de gros des services de capacité du segment terminal ayant déployé des réseaux dédiés au raccordement de clients non résidentiels (Colt, Verizon, Hub One...), avec une couverture géographique plus limitée que celle de SFR ou Numericable-Completel.
- Les opérateurs de RIP exclusivement positionnés sur le marché de gros : leurs réseaux peuvent être des réseaux de collecte, essentiellement en fibre optique, pouvant être déployés de manière très capillaire sur les zones d'activité économique. En fait, les réseaux FTTO conduits par les collectivités se développent en direction de sites entreprises, bien au-delà des réseaux de collecte fibre optique de 1<sup>ère</sup> génération. L'ARCEP constate que « *ces opérateurs proposent généralement des offres compétitives sur les marchés de gros* », même si leur empreinte géographique reste limitée.

Le Sipperec partage l'état des lieux réalisé par l'ARCEP, nonobstant les observations complémentaires qu'il propose au regard de son propre retour d'expérience.

En termes, cette fois, quantitatifs, l'ARCEP reconduit son analyse initiale à savoir que :

- la part de marché d'Orange sur le marché de gros s'élève à 38 % (contre 50 % en 2008),
- celle des opérateurs alternatifs s'élève à 62 % :
  - dont 47 % pour les opérateurs d'initiative publique (RIP)
  - et 15 % sur les opérateurs alternatifs d'initiative privée.

Au vu de cette analyse, l'ARCEP confirme les obligations d'Orange de faire droit aux demandes raisonnables d'accès concernant notamment deux types de demandes :

- L'extension aux classes de débits supérieurs à 100 Mbit/s sur les offres de gros activées d'Orange « C2E » et « CELAN optique »
- L'extension aux classes de débits inférieurs à 10 Mbit/s sur les offres de gros activées d'Orange « C2E » et « CELAN » optique.

Le Sipperec partage l'avis de l'ARCEP selon lequel « **le maintien des offres sur fibre optique déjà proposées aux opérateurs** » est « *nécessaire au développement de la concurrence et indispensable au maintien des opérateurs alternatifs sur ces marchés* ». De même que le Syndicat adhère à l'analyse de l'Autorité quand elle indique que le raccordement en propre nécessite « *un niveau d'investissement élevé, notamment pour les opérateurs dont le réseau fixe est peu capillaire. L'utilisation d'offres de gros activées (sur cuivre et fibre optique) permet aux opérateurs de compléter leur couverture en propre sans avoir recours aux technologies hertziennes, qui pourraient présenter des contraintes techniques et réglementaires susceptibles de limiter leur utilisation, notamment en zone* »

*urbaine.* » Le Sipperec arrive également aux mêmes conclusions que l'ARCEP quand celle-ci indique : « *Le raccordement en fibre optique progresse (en propre ou via une offre de gros activée) et est désormais privilégié par les opérateurs dans les zones denses, dans un contexte de montée en débit et d'évolution des réseaux mobiles.* » La progression constante de l'achat de services activés sur le segment terminal fibre optique du RIP SEQUANTIC en témoigne.

S'agissant de **l'extension des offres d'Orange** aux classes de débits supérieurs à 100 Mbit/s sur les offres de gros activées C2E et CELAN optique et aux classes de débits inférieurs à 10 Mbit/s sur les offres de gros activées d'Orange « C2E » et « CELAN » optique, le Sipperec réitère sa demande auprès de l'ARCEP d'une vigilance forte compte tenu de l'impact de toute décision dans ce domaine vis-à-vis des RIP existants. Le Sipperec, dans sa précédente contribution rappelait en effet « *que les offres activées entreprises des RIP Irisé, Sequantic, Tutor E<sup>2</sup> (Europ'Essonne) se démarquent actuellement sur le marché à la fois par leurs offres d'entrée de gamme sur fibre, et par celles situées sur des débits au-delà de 100 Mbps.* »

**Question 3 : les acteurs sont invités à formuler des observations sur les remèdes tarifaires imposés à Orange – critères de zonage et principe de tarification – pour la fourniture de services de capacité du segment terminal sur fibre optique.**

Le Sipperec partage la position de l'ARCEP quand elle indique qu'il est « *nécessaire que les opérateurs disposent d'une bonne visibilité sur les aspects technique, économique et tarifaire des offres de gros d'Orange, afin de garantir l'exercice d'une concurrence effective et loyale dans la fourniture des services de communications électroniques, au bénéfice des utilisateurs, ainsi qu'à l'égalité des conditions de concurrence.* »

Plus précisément, le Syndicat approuve l'ARCEP dans sa demande auprès d'Orange d'une offre de référence dans laquelle :

- tous les tarifs devront être effectivement inscrits dans l'offre de référence et non uniquement dans les conventions conclues entre les parties,
- la tarification de certaines prestations « sur devis » ne puisse être envisagée qu'à titre exceptionnel
- qu'il reviendra à Orange de justifier des contraintes l'empêchant d'établir un tarif fixé à l'avance dans l'offre de référence.

En revanche le Sipperec souhaite que l'Autorité élargisse le préavis de publication des nouvelles versions des offres d'Orange de « *a minima 15 jours avant leur date de publication* », à deux mois, compte tenu de l'impact potentiel de ces décisions sur les Réseaux d'Initiative Publique.

S'agissant de l'introduction d'un zonage géographique dans l'encadrement tarifaire des offres d'Orange sur fibre optique, le Sipperec note que pour l'ARCEP « *une analyse géographique met en évidence une intensité concurrentielle sur le marché de gros très variable selon les communes* » qui justifie la mise en place d'une

différenciation géographique des obligations imposées à Orange, fondée sur deux zones géographiques complémentaires :

- une première zone géographique dite « *zone de concurrence effective par les infrastructures optiques* » (ZCEIO) dans laquelle, selon l'ARCEP, « *la concurrence par les infrastructures a atteint un degré satisfaisant, de nature à appeler la levée de l'encadrement tarifaire des offres d'Orange sur le marché de gros* »,
- une seconde zone géographique, dite « *zone de concurrence insuffisante par les infrastructures optiques* » (ZCIIO), « *où la pression concurrentielle exercée sur Orange est insuffisante en raison des déploiements d'infrastructures alternatives plus limités que dans la première zone.* »

L'Autorité prévoit de mettre en place ce zonage (qui trouve également son pendant dans l'encadrement tarifaire des offres de gros sur cuivre) à compter du 1er janvier 2015.

L'Autorité qualifie la concurrence d'effective sur une zone du territoire dès lors qu' « *au moins un opérateur alternatif (efficace) est en mesure de fournir, en tout point donné de cette zone, une offre qui soit compétitive vis-à-vis de celle d'Orange* », avec la même capillarité.

L'ARCEP prévoit de lever par ailleurs la régulation tarifaire pour les communes pour lesquelles les trois critères suivants sont réunis :

- « *1. densité d'établissements (sites non résidentiels) de plus de 10 salariés dépassant 50 établissements par km<sup>2</sup> : ce critère atteste d'une distance moyenne limitée de raccordement d'un tel établissement (qui constitue a priori la cible des offres de détail d'accès sur BLOD) ;*
- 2. plus de 50 accès activés vendus sur le marché de détail ;*
- 3. au moins la moitié des accès sur BLOD recensés dans la commune a été construite par les opérateurs alternatifs.* »

Dix communes seraient concernées aujourd'hui par cette situation.

L'ARCEP prévoit de mettre en place un « *modèle topologique* » pour procéder à ces évaluations.

A ce stade, et en l'absence de précisions sur le mode opératoire retenu par l'ARCEP, le Sipperrec souhaite attirer l'attention de l'Autorité sur le fait que :

- l'outil mis en place soit simple d'application et s'appuie sur une méthodologie claire,
- les collectivités parties prenantes au déploiement de RIP FTTO soient directement associées à l'élaboration de cet outil et aux analyses auxquelles il donnera lieu.